

Le droit à la ville. Quelles actions syndicales ?

1. Contexte

Partout dans le monde, les villes jouent aujourd'hui un rôle déterminant dans le développement économique. En Belgique, Bruxelles est le plus gros pôle économique, avec une concentration de 20 % de la richesse du pays. Bruxelles connaît une croissance démographique, économique, et territoriale qui transforme la ville. De ville industrielle, elle est devenue ville de services ; de capitale nationale, elle est devenue capitale européenne ; et de ville franco-néerlandophone, elle est devenue ville cosmopolite. Bruxelles compte aujourd'hui 1,1 million d'habitants, et 3 millions dans la métropole. Les projections démographiques annoncent un accroissement de 145 000 personnes à Bruxelles d'ici 2020.

Bien que Bruxelles aille bien économiquement (c'est la 2^{ème} ou 3^{ème} région la plus riche en terme de production de richesses en Europe), il existe une fracture sociale importante. C'est en effet la ville de Belgique avec le plus d'inégalités de revenus parmi ses habitants. Bruxelles compte plus de 110 000 chômeurs et 30 % des enfants y vivent au sein de ménages sans revenus du travail. 91% des 710 000 emplois à Bruxelles se trouvent dans le secteur tertiaire, et 56% sont occupés par des non-Bruxellois, qui ne paient pas leurs impôts à Bruxelles.

Or, comme chacun sait, la contribution des Bruxellois à l'impôt des personnes physiques se réduit d'année en année, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs :

1. la poursuite de l'exode des ménages à revenu moyen (la classe moyenne), à la recherche d'un logement de qualité à un prix abordable ;
2. l'appauvrissement de la population, lié à une précarité croissante du travail à Bruxelles ;
3. la poursuite de l'immigration ouvrière (intra- et extra-européenne), occupant les niches d'emplois précaires et mal rémunérés (titres-services...) ;
4. la forte présence de cadres internationaux et de professions libérales, exonérés de l'IPP ou réussissant à l'éviter via une véritable ingénierie fiscale (constitution en société...).

Les politiques successives des gouvernements bruxellois se focalisent donc sur l'attraction des classes moyennes afin d'accroître les ressources financières régionales, ce qui, en soi, reproduit la tension interne.

2. La ville : un enjeu de pouvoir

La ville joue un rôle déterminant dans la production des biens et des services, comme lieu de production et de décision économique. C'est aussi en ville qu'une part importante de la force de travail se reproduit : en d'autres termes, c'est là que de nombreux travailleurs habitent et vivent avec leurs familles, mais aussi, qu'ils y habitent ou non, consomment, se soignent, se divertissent. Ils y trouvent également de nombreuses possibilités de s'émanciper individuellement et collectivement au travers d'activités culturelles, éducatives, politiques et syndicales.

La ville de Bruxelles, avec son rôle crucial pour l'économie belge, constitue donc un enjeu de pouvoir important. Il est nécessaire d'intégrer la question urbaine dans le compromis social, et de montrer que la ville n'appartient pas seulement aux élites, aux cadres, aux eurocrates, et aux spéculateurs immobiliers. Le très puissant lobby patronal souhaite en effet imposer sa vision de Bruxelles aux Bruxellois. Cette vision présente Bruxelles comme une ville lumière, internationale, une *Brussels Metropolitan*, qui doit attirer le plus possible de talents. La présence de ces talents créerait des emplois pour les bruxellois sans-talents

à condition que les élites paient moins d'impôts, et qu'ils se sentent bien à Bruxelles grâce à des magasins ouverts le dimanche, des hôpitaux de luxe et des travailleurs sans-talents toujours plus flexibles...

Les conséquences de l'application de cette vision capitaliste de la ville sont déjà visibles et inquiétante : la ville en tant qu'espace de vie et d'émancipation, est aujourd'hui devenue un produit économique en soi, que les promoteurs immobiliers, par exemple, exploitent afin de maximiser leurs profits. La hausse des loyers dans certains quartiers du centre, historiquement populaires, suite à l'arrivée de classes moyennes et supérieures poussent les populations les plus précarisées à sur-occuper leurs logements ou à quitter ces quartiers. Les dérogations aux PRAS grâce à des plans particuliers d'affectation du sol (PPAS) demandées par les promoteurs et spéculateurs immobiliers ont permis de construire une tour de logements de luxe dans un quartier affecté jusqu'alors à des activités économiques (Willebroeck).

Bruxelles doit revendiquer ses racines ouvrières et populaires, et que cesse la mainmise des entrepreneurs privés sur la ville, dans le but de maximiser leurs profits. Il faut revendiquer le droit à la ville¹ !

Le droit à la ville est bien un enjeu syndical parce que la défense des travailleurs ne se limite pas à la lutte pour les salaires et les conditions de travail. Les problématiques du logement, de l'accès aux équipements collectifs, et du cadre de vie des travailleurs, par exemple, sont indissociables de la défense des travailleurs et de la lutte pour le développement d'une société plus solidaire.

3. Se réapproprier la ville

La CCB et la FGTB ont mené en 2013 une campagne pour le droit à la ville qui insistait sur le droit des travailleurs à non seulement travailler à Bruxelles, mais aussi à y habiter, à y vivre bien. Cependant, habiter dans une ville ne signifie pas seulement y avoir un logement. Cela implique le droit de décider du devenir de cette ville, de participer à sa production. En effet, comme mentionné plus haut, le devenir de Bruxelles n'est pas simplement l'affaire des bourgeois ou d'une élite urbaine. Il s'agit de revendiquer le droit des travailleurs de décider de l'avenir de la ville.

Étant donné que le monde du travail participe à la production de la richesse dans la ville, il doit se donner le pouvoir de participer aux décisions sur sa redistribution. Cela signifie, entre autres, de participer aux décisions sur l'aménagement du territoire telles que comment et où est-ce qu'on rénove la ville ? Où mettre les bureaux ? Comment organiser les transports en commun, les écoles, les crèches, etc. ? Décider de tout ce qui fait que la ville est une ville.

Cela nécessite de se réapproprier la ville par la construction d'un véritable débat sur sa production. L'année 2014 est pour cela cruciale, avec les élections, la réforme de l'État, et l'adoption potentielle du PRDD.

4. L'espace est produit

Les phénomènes socio-spatiaux sont souvent décrits comme des phénomènes neutres, sans origine et sans histoire. La démarche capitaliste et son rôle dans la production de l'espace sont aussi souvent minimisés. La ville est pourtant le résultat d'une multitude de stratégies et d'actions spécifiques de la part d'acteurs qui la produisent et en font l'histoire, et pas d'une quelconque évolution *naturelle*. Bruxelles était historiquement une ville

1. Le concept de droit à la ville fait ici référence au concept de Henri Lefebvre, dans son livre « le droit à la ville », publié en 1968.

populaire, ouvrière, mais qui était la plus grande ville industrielle du pays avant de devenir une ville de services aux ambitions de métropole internationale.

La ville est donc le produit de rapports de force entre différentes fonctions et différents acteurs. L'évolution de ces rapports de force est quant à elle déterminée par le pouvoir de chacun des acteurs. Il faut en effet du pouvoir pour participer à la production de l'espace. Le puissant lobby patronal et les promoteurs immobiliers, par exemple, possèdent assez de pouvoir pour jouer un rôle central dans le développement de la ville. Les tours de bureau du quartier nord en témoignent. Dans les années 60 et 70, les promoteurs immobiliers ont réussi à imposer leur vue sur la ville et ont détruit de nombreux quartiers populaires.

Il existe une bataille de représentation entre les projets de ville des différentes forces qui influencent son développement. La FGTB doit dès lors utiliser son propre projet de ville, et son rôle de contre-pouvoir politique pour résister aux visions patronale et élitiste de Bruxelles.

Il faut lutter contre le fait que seule une petite élite politique et économique dispose du droit et du pouvoir de façonner la ville (pouvoir qui est lié directement à la richesse économique de ces acteurs), conformément à sa vision où la rationalité qui préside est la maximisation du profit. Les travailleurs doivent se réapproprier la ville et la FGTB doit utiliser sa force de contre-pouvoir pour non seulement les soutenir dans l'acquisition du droit d'habiter en ville mais aussi dans leur lutte pour décider du devenir de Bruxelles !

5. Habiter ou habitat ?

Les travailleurs ont le droit d'habiter en ville et de la façonner – mais que signifie « habiter » ? Il s'agit ici de faire une distinction entre les notions d'« habiter » et d'« habitat ». Dans le cadre du droit à la ville, « habiter » signifie participer à une vie sociale, collective, dans une ville avec des espaces de vie multifonctionnels. Il ne s'agit pas de se contenter de revendiquer l'« habitat », qui se résume à un mode de vie médiocre, une quotidienneté organisée pour et par la production économique, vide de sens et de participation collectifs, représentée par l'expression connue *métro-boulot-dodo*. Le projet Manhattan², avec ses grandes tours de bureaux, les voitures en bas et les piétons en haut, ses zones monofonctionnelles, ses autoroutes urbaines et les habitants renvoyés dans la périphérie, symbolise cet urbanisme d'« habitat ». L'urbanisme d'habitat transforme la ville en espaces de flux, vides de vie sociale et collective, vides de vie tout court. Cet urbanisme accélère d'ailleurs l'exode des classes moyennes à Bruxelles³...

La revendication est donc le droit de faire plus pour les travailleurs que simplement avoir un logement et un travail à Bruxelles. Qu'ils se réapproprient les espaces publics et leurs conditions d'existence, décident de l'avenir de leur ville, participent à une vie sociale, dans leurs quartiers, leurs communes. S'organiser pour débattre de ce qu'ils veulent faire de leur ville, et résister ensemble contre la mainmise des élites (spéculateurs immobiliers, eurocrates, cadres, etc.) sur le développement de Bruxelles.

6. Conclusion

La ville de Bruxelles est aujourd'hui une ville duale : d'un côté, elle attire des expatriés, des *talents* du monde entier et correspond de plus en plus au projet de ville du patronat avec

2. Dans les années 60, l'État avait adopté un grand plan de réaménagement du centre ville, visant littéralement à raser les anciens pour y construire un grand centre d'affaire. La construction des tours, boulevard Albert II et place Debrouckere, date de cette époque, dont les tours *World Trade Center*. Ces constructions gardent la marque du projet de les relier entre elles par des passerelles piétonnes, à 40m du sol, au dessus des autoroutes urbaines.

3. Ces concepts d'habitat et d'habiter sont tirés du livre de Lefebvre, *le droit à la ville*, 1968 et résumés dans le numéro 259-260 de Bruxelles en Mouvement de l'IEB dédié à ce sujet.

une économie tournée vers la fonction internationale. De l'autre, les Bruxellois *sans talents*, les classes ouvrière et populaire, en voie d'être expulsés afin d'accueillir ce projet de ville patronal, habitent néanmoins toujours à Bruxelles, et beaucoup d'entre eux, au cœur même de la ville. Ce qui importe aujourd'hui, c'est d'empêcher qu'un aspect de cette ville n'engloutisse l'autre. En effet, le développement de Bruxelles ne se fera pas sans son volet international, mais il s'agit de protéger les Bruxellois les plus faibles. Le développement de la fonction internationale de Bruxelles doit absolument profiter à tous les Bruxellois.

Pour ce faire, il est nécessaire de mener (et remporter !) deux batailles distinctes.

La première est la *bataille du centre* (la zone communément appelée la *banane industrielle*, le long du canal). Pour la FGTB, il est essentiel que le centre de Bruxelles reste mixte et intégré. La fonction internationale doit mieux s'y intégrer mais il ne faut surtout pas *lâcher* le centre et le céder aux promoteurs immobiliers. Le caractère populaire de ces quartiers, avec leur histoire industrielle et ouvrière, doit être protégé.

La seconde bataille concerne la périphérie. La deuxième couronne de Bruxelles doit participer à améliorer la distribution territoriale de la mixité sociale de la ville. Il importe donc de construire du logement social et des équipements collectifs accessibles aux classes populaires dans les quartiers cossus de la périphérie. La mixité sociale ne doit pas s'exercer à sens unique, avec l'arrivée dans le centre d'habitants disposant de revenus moyens et supérieurs, qui emménagent et transforment les quartiers populaires, avec les risques de gentrification.

Afin de pouvoir mener ces batailles, il faut non seulement avoir un projet de ville clair, mais il faut également construire des rapports de force pour le défendre. Le projet de ville à défendre est une ville dans laquelle les activités industrielles qui s'y sont maintenues sont mises sous haute protection ; une ville dans laquelle on développe de nouvelles activités manufacturières en privilégiant les circuits courts (proximité géographique du producteur et du consommateur) ; une ville dans laquelle les Bruxellois habitent véritablement : ils ont trouvé un logement qui leur convient à un prix décent (maximum 30 % des revenus du ménage). Ils ont un travail convenable en ville. Ils se sont réappropriés la ville et participent donc à son façonnement et aux décisions sur l'aménagement de son territoire et de ses différentes fonctions. Ils ont un accès facile aux équipements collectifs tels que les crèches, les hôpitaux, les écoles, les espaces de loisirs, de sport, de culture et de détente, et les commerces de proximité. Les espaces publics sont propices à la convivialité, avec des bancs, des plaines de jeu, des espaces de vie, au lieu d'être uniquement des espaces de consommation et de passage entre les lieux de production et de logement (l'habitat). Ils participent à la vie collective et sociale de leur quartier, de leur commune, de leur ville. La ville et ses espaces répondent donc à leurs besoins et envies réels, et pas uniquement à ceux des spéculateurs immobiliers et du patronat.

Afin de promouvoir ce projet de ville, il s'agit donc de construire des rapports de force pour négocier avec les acteurs politiques, économiques et financiers et empêcher que les intérêts des travailleurs et des classes populaires ne se fassent engouffrer par ceux des investisseurs privés et par les besoins de la fonction internationale. Il faut pactiser avec ces multiples acteurs pour produire une ville qui profite à tous les Bruxellois. Ces rapports de force peuvent se construire en mobilisant et sensibilisant les militants sur leurs lieux de travail et de vie, et en créant une alliance pour les solidarités urbaines, composée des organisations syndicales et de divers mouvements urbains, pour peser davantage dans les arbitrages politiques.

Cette fiche d'actualité est destinée aux militants en formation à l'École syndicale de Bruxelles, afin de les aider à mieux comprendre certaines questions d'actualité et leurs enjeux syndicaux. L'École syndicale de Bruxelles est une initiative de la Centrale culturelle bruxelloise (asbl) et de la FGTB de Bruxelles, avec l'appui du Centre d'Éducation populaire André Genot (CEPAG asbl) et du Service d'Éducation permanente du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.